

Le prix du pain au Burkina Faso : un faux débat

Ces derniers temps, l'opinion publique est inondée par la guerre autour du prix du pain entre les boulangers qui veulent sauvegarder leurs marges bénéficiaires par une augmentation du prix du pain, et le gouvernement qui veut le plafonner pour des raisons sociales, le tout dans un contexte de hausse généralisée de prix de tous les produits, dans tous les pays d'Afrique noire. Notre souci n'est pas de revenir sur les causes de ce phénomène qu'on attribue en partie à la guerre entre la Russie et l'Ukraine, mais plus tôt à notre incapacité à imaginer et trouver des solutions endogènes. Tout le drame de la gouvernance du Burkina Faso depuis 1991, est que, face à un problème concret, on lui trouve des calmants ou pas de solution du tout, en instrumentalisant des commissions de dialogues, des réunions qui n'apportent rien comme thérapie au problème.

1. Les boulangers attendent sûrement de l'Etat une subvention.

La mère des erreurs est de croire que c'est le Gouvernement ou l'Etat qui finance les subventions attendues des boulangers. En réalité, ce sont les non consommateurs de pains, ou ceux qui ont de la peine à avoir un repas par jour qui financent les subventions à travers les différentes taxes qu'ils payent lors de l'achat des autres produits. Ce faisant, il serait d'ailleurs injuste que les pauvres payent une partie du prix du pain pour les plus aisés et pour maintenir les marges des boulangers. La politique de déshabiller Pierre déjà mal habillé, pour habiller Paul déjà mieux habillé n'est nullement équitable socialement.

Les boulangers brandiront la hausse des intrants, les emplois qu'ils créent ; mais quelle logique voudrait que les non consommateurs de pain et les pauvres payent les salaires des travailleurs occasionnels des boulangers, par le biais des subventions accordées par le Gouvernement ?

2. Nous estimons que Le Premier Ministre devrait tenir un langage ferme à l'adresse de la faitière des boulangers du Burkina :

Chaque boulanger est libre de fixer le prix de son pain, étant entendu que c'est le consommateur la meilleure commission. C'est à lui seul d'arbitrer son revenu entre le pain et les autres produits, et non au Gouvernement de fixer des prix de produits qu'il ne produit pas. Mieux un relèvement du prix du pain va entraîner une baisse de la demande de pain, une augmentation de la demande des aliments locaux de substitutions au pain, une baisse des importations de blé et de farine de blé et partant, des économies de devises pour la nation.

De plus, deux pistes sont possibles pour une sortie de crise, l'une à court terme et l'autre à moyen et long terme.

A court terme, le Gouvernement pourrait inviter les boulangers Burkina à suivre l'exemple de ceux du Sénégal. En effet, à la faveur de la même crise, la faitière des boulangers du Sénégal a innové en mettant sur le marché au moins 10 types de pain, (pain au mil, pain au fonio, pain au maïs, pain au moringa, pain au riz, au niébé etc..) qui ont entraîné une baisse de 50% du prix du pain au consommateur. Le Gouvernement pourrait aider à organiser un séminaire de transfert de technologie au profit de nos boulangers à court terme, s'ils consentent.

A moyen et long terme, la production de blé s'impose. Les chercheurs de l'INERA ont expérimenté et trouvé des variétés de blés à haut rendement (4 à 6 à T/H) adaptées au climat du Burkina. Si le Gouvernement fait de cette céréale un axe stratégique à valoriser, en emblavant suffisamment d'hectares de blé, l'économie nationale ferait non seulement une économie de 60,063 milliards¹ de francs CFA l'an d'importation blé et farine de blé, mais aussi et surtout créerait des milliers d'emplois sur toute la chaîne de valeur de la production de blé.

Il faut percevoir cette crise comme une opportunité et non une guéguerre à ne pas finir entre les boulangers et le Gouvernement.

Clément Roger YAMEOGO

Démographe économiste

Cabinet CERYA 70 30 73 73

<https://cerya.org>



Ouagadougou le 6 juin 2022

¹ Journal L'Economiste du Faso : Blé, la situation des importations en 2021